



N° 37

DISETTE : Manque de ce qui est nécessaire à la
vie et, en particulier, manque de vivres, pénurie.

mars 2017

Les dangers de l'indifférence

Nous y sommes et même plus vite que prévu. Cette fameuse croisée des chemins dont le choix de direction va structurer lourdement nos lendemains, ce grand chamboulement, attendu par certains, redouté par d'autres, le voilà devant nous. Le banquier en chef, dans sa folie réformatrice, s'apprête à embarquer le pays dans un mouvement d'ampleur consistant à la mise en conformité de cette spécificité française qu'est le service public et ceux qui le servent au monde libéral d'aujourd'hui. Autant dire une destruction.

Dans cette bataille engagée depuis déjà pas mal de temps et dont on subit dans nos services toutes les conséquences, les nouvelles annonces concernant la SNCF et le statut des cheminots constituent une nouvelle étape et elle est cruciale. Est-il utile de souligner que, si ce pan essentiel du service public succombe, toutes les autres activités mises en œuvre par des personnels sous statut vont inexorablement suivre, et à très court terme. Les fonctions publiques, territoriale, hospitalière et d'État s'attendent donc au coup de grâce. A moins que...

Avant tout, remercions tous ceux, sans distinction, qui ont choisi de faire incarner la social-démocratie à un ultra banquier pour s'opposer à la droite libérale et conservatrice. Au lendemain des élections, nos craintes se sont immédiatement vérifiées : la politique menée fait rêver les chantres du libéralisme et les réactionnaires pendant que les aspects sociaux et démocratiques se sont envolés puisqu'il gouverne désormais sans débat, sans l'avis de la représentation nationale, par ordonnances. Ceux qui voyaient en Macron la possibilité de la préservation d'une certaine couleur sociale dans les réformes en sont pour leurs frais.

Ce qui se passe actuellement est le point d'orgue dans la restructuration de la société qui a commencé par un mouvement lent et insidieux de privatisation de services essentiels comme la fourniture d'eau et d'énergie. Point d'orgue parce qu'on atteint le moment crucial où le tourbillon finira par emporter tous les services publics en les reportant vers le secteur privé, et engendrer le transfert vers l'assurance des systèmes sociaux comme les retraites, la santé, le chômage et les allocations familiales.

Rien de bien nouveau en somme. La CGT a annoncé tout cela depuis longtemps et n'a cessé d'informer et de proposer des actions. Mais, faute d'avoir su convaincre et mobiliser, la dégradation de notre société s'accélère. D'autant plus que le message véhiculé à la population est lancinant : il ne peut en être autrement, la France n'a plus les moyens. C'est dans l'air du temps, personne dans le monde ne peut se permettre une telle folie de continuer à entretenir des services aussi coûteux. L'État ne sait pas gérer, il faut réduire la dépense publique... C'est l'illustration du concept « TINA », acronyme de « There Is No Alternative », attribué à Margaret Thatcher. C'est dire.

Et pourtant, rien n'est inéluctable. La fameuse dépense publique n'est qu'une construction intellectuelle qu'on brandit inlassablement pour s'opposer à une plus juste rémunération du travail, pendant que la fraude fiscale se fait en plein jour et que Bernard Arnaud voit sa fortune se bonifier de quelques 24 milliards d'Euros en une seule année. Rien de scandaleux à cela mais ce qui le demeure vraiment, aux dires de notre gouvernement, ce sont bien les privilèges des cheminots sur lesquels on continue de déverser des contre-vérités ignobles comme la prime « charbon » ou la prime pour « absence de primes »... Tout cela pour que la population se jalouse entre-elle en oubliant les véritables responsables de la situation. Et le pire est bien que cela fonctionne.

Il est désormais urgent de comprendre les dangers de l'indifférence et des lâchetés individuelles qui font de chacun de nous des collaborateurs de ce système de destruction sociale. Demain, nos propres enfants subiront de plein fouet les effets du développement de cet individualisme exacerbé et nous reprocheront à raison d'avoir laissé par inaction se volatiliser ce trésor constitué de systèmes sociaux et de services publics que nos aïeux ont défendu pour nous et transmis... Rien que d'imaginer une telle responsabilité, cela nous est insupportable. C'est une raison plus que suffisante pour agir.

Et agir, c'est se mettre en grève et aller manifester le 22 mars. Et ce n'est que le début.

Journal d'information des Finances Publiques - CGT Finances Publiques

✉ cgt.disi-rhone-alpes-est-bourgogne@dgfip.finances.gouv.fr

Site internet : <http://www.financespubliques.cgt.fr/691/>

Histoire pas drôle de la fin du service public

A celles et ceux qui croient qu'ils ne risquent rien et seront sur leur siège jusqu'à une retraite bien méritée, nous tenions à vous raconter une petite histoire.

C'est celle du service public. Wikipédia en donne une définition des plus claires : activité **d'intérêt général** assurée sous le contrôle de la puissance publique par un organisme bénéficiant de prérogatives lui permettant d'en assurer la mission et les obligations (continuité, égalité, mutabilité) et relevant de ce fait d'un régime juridique spécifique.

En 1945, après une guerre où le patronat français a largement collaboré, il est temps pour l'Etat français de remettre la France en marche.

Le gouvernement s'appuie sur le programme du Conseil National de la Résistance dont la CGT est partie prenante : La réforme de la fonction publique et la création de l'Ecole Nationale d'Administration (1945), la nationalisation des usines Renault et de 4 grandes banques (1945), la loi de nationalisation du gaz et de l'électricité (1946), la nationalisation des combustibles minéraux (1946), la nationalisation des Charbonnages de France (1946), la création des comités d'entreprises (1945), la création de la sécurité sociale (1945).

Surfant sur cette vague plus rouge que rose, les gouvernements successifs se seront pas en reste : la création du SMIG (1950), la nationalisation de 34 compagnies d'assurances (1946), la création de l'assurance-chômage (1958), la création du minimum vieillesse (1959), la nationalisation des 9 plus grands groupes industriels et de 36 banques (1982).

Pour rappel, la Direction générale des Télécommunications et la Direction générale de la Poste ont été créées en 1946 et leurs agents étaient des fonctionnaires d'état depuis le début du 17ème siècle.

En 1983, François Mitterrand est face à un cruel dilemme : continuer sa politique de gauche ou, faire comme Margaret Thatcher au Royaume-Uni et Ronald Reagan aux Etats-Unis : mettre en place le libéralisme économique de Milton Friedmann ou choisir de sortir de cette Europe initiée en 1952, la fameuse Communauté européenne du charbon et de l'acier, et quitter ce fameux système monétaire européen.

Laurent Fabius et Pierre Mauroy, aidés par un énarque inconnu à l'époque, aujourd'hui également, à part des lecteurs de Fakir du député François Ruffin : Jean-Charles Naouri, actuel PDG de Casino, convainquent le Président de la République de ne pas sortir de ce fameux SME.

Résultat : depuis 1983, le service public est attaqué de toutes parts. En 1990, une réforme initiée par un socialiste, Paul Quillès, scinde l'administration des PTT en deux entreprises publiques : La Poste et France Télécom, qui donneront naissance plus tard à deux sociétés anonymes, à capitaux publics pour la 1ère et à capitaux privés pour La 2ème.

Résultat : 2 services publics disparaissent. Les tarifs d'Orange sont prohibitifs et le prix du timbre ne cesse d'augmenter (30 centimes d'euro en 1983 contre 95 centimes en 2018 soit une augmentation de plus de 300 % en 35 ans). Dans le même temps, le SMIC n'a augmenté que de 200% et le point d'indice de 67 %, passant de 2,80 en 1983 à 4,68 en 2018.

Mais nous ne sommes pas au bout de nos peines : suite à la séparation et à la privatisation d'EDF et de GDF en 2004, soit disant pour s'ouvrir à la concurrence européenne, la production et la distribution d'énergie électrique en France sont entre les mains de l'État et d'actionnaires minoritaires dont ils profitent avantageusement au détriment des usagers qui voient ainsi leur facture augmenter tous les ans (22 % d'augmentation en 35 ans pour l'électricité et 277 % d'augmentation pour le gaz naturel).

Encore 2 anciens services publics qui ne sont plus au service du public.

Ajoutez à cela la suppression entre 1983 et 2015 de 673.000 emplois dans la fonction publique d'état (2,586 millions en 1983 contre 2,392 millions en 2011 et 1,913 millions en 2015) soit une baisse de 28 % en 32 ans et vous comprendrez pourquoi le service public est en train de disparaître.

Un petit rappel : nous étions 132.512 agents en 1996. 21 ans plus tard, nous sommes 104.975, -20 % en 21 ans. Le constat se passe de commentaires.

Ah oui, précisions que la population, elle, a augmenté entre 1983 et 2017 de plus de 10 millions d'habitants.

Alors, comment rendre service à un public de plus en plus nombreux tout en étant de moins à moins à leur rendre service et sans perdre de missions ?

Peut-on encore parler de continuité et d'égalité ?

Le statut des cheminots et le statut de la fonction publique sont attaqués : les acquis se sont subitement transformés en privilège. Il est temps de nous défendre en tant que fonctionnaire mais aussi et surtout en tant que citoyen.

**Le jeudi 22 mars 2018, pour vous, vos proches
et pour notre service public : tous en grève, tous dans la rue**